

« 200 chf ça suffit ! »

Une initiative qui met en danger l'accès à l'information et à la culture en Suisse.

Prise de position de Vox ethica, Service éthique de l'église catholique romaine

20.01.2026

Les contenus religieux mis en péril

Le service public de la RTS propose un accès privilégié et à un large public aux contenus portant sur des thèmes liés aux religions et à la spiritualité. Cette analyse par des professionnels est un élément nécessaire contribuant à la compréhension par le grand public des différentes religions et courants spirituels présents en Suisse et dans le monde. La Suisse romande bénéficie d'un portail web dédié [RTSreligion.ch](https://www.rts.ch/religion) et d'une rédaction spécialisée « [RTS religion](https://www.rts.ch/religion) », composée de journalistes formés dans ces domaines et à même de traiter ces sujets complexes qui demandent une expertise particulière.

Avec ces restructurations et ces coupes budgétaires, il y a de fortes chances que les contenus religieux ou éthiques, ainsi que ceux liés à la spiritualité, soient évincés des médias publics, voire disparaissent complètement. La diffusion d'événements religieux (célébrations, commémorations) serait menacée si l'initiative était acceptée. En Suisse alémanique et italienne aussi bien les émissions télévisées (« [Wort zum Sonntag](#) », « [Sternstunde Religion](#) », « [Strada regina](#) », « [Sur le parvis](#) ») que les émissions de radio (« [Perspektiven](#) », « [Stichwort Religion](#) », « [Chiese in diretta](#) ») pourraient être concernées. En Suisse romande, cela concerne aussi bien contenus sur le web (« [En quête de sens](#) », « [Indice](#) ») que les émissions de radio (« [Hautes fréquences](#) », « [la Chronique](#) », « [Babel](#) »). Les émissions de télévision (« [Faut pas croire](#) », « [Dieu sait quoi](#) », consacrées spécifiquement à la religion ont déjà été supprimées ces dernières années. Le partenariat fructueux de la RTS avec les médias chrétiens, catholiques et réformés : [Cath-Info](#) et [Réf-Médias](#), qui permet la production commune de contenus sur des thèmes religieux, serait également menacé.

Situation des médias en Suisse : un contexte difficile

L'initiative populaire « 200 chf ça suffit ! »¹ vise à abaisser la redevance radio-TV des ménages à 200 CHF par an ainsi qu'à en exonérer toutes les entreprises. Cette réduction importante de moyens impacterait négativement la RTS, SRF, RSI, RTR ainsi que [SwissInfo](#), le portail web d'information sur la Suisse à l'étranger. Ces services, bien que publics, ont pour mission de produire des contenus de manière *indépendante*. En prévision de la votation du 8 mars 2026, le service Vox Ethica souligne les conséquences graves que l'acceptation de cette initiative pourrait engendrer. Le Conseil fédéral dans un contre-projet a déjà proposé une baisse de la redevance à 300 CHF d'ici 2029 et son exonération pour 80 % des entreprises suisses. Par ailleurs des économies de 270 millions de CHF par an et une importante restructuration de la

¹ <https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis528t.html>

SSR² sont déjà en cours. Vox Ethica soutient les recommandations du Conseil fédéral et du Parlement qui invitent les citoyens et citoyennes à rejeter cette initiative aux conséquences dévastatrices.

En effet, ces coupes extrêmement importantes dans le financement des médias audiovisuels toucheraient autant des médias régionaux privés (télévisions régionales et radios locales), l'ATS (agence télégraphique suisse) que la SSR (SRG). La redevance est également utilisée pour la maintenance et la modernisation technique des réseaux de diffusion (numérisation).³ Une autre part de la redevance est allouée à l'archivages et la mise à disposition du public des productions suisses (films, émissions, audio) par exemple <https://www.rts.ch/archives/>, <https://www.playsuisse.ch>.

Une diminution de la redevance à 200 CHF engendrerait une perte de moitié des revenus de la RTS qui s'ajouterait à l'absence de compensation du renchérissement et à la diminution des recettes publicitaires qui l'ont déjà fortement impactée. Or le paysage médiatique, notamment en Romandie, depuis les années 1990 est déjà fortement impacté, notamment par la disparition de nombreux titres de presse écrite. Avec de telles baisses de financement, la capacité de la RTS et des TV et radios locales à remplir leur mission de service public serait fortement mise en péril. Cette situation fragilise également de nombreux emplois. Or il est déjà prévu de supprimer 900 postes de travail à la RTS d'ici 2029⁴. Si l'initiative est acceptée par le peuple, c'est près de 3000 personnes qui devraient être licenciées sur les quelques 7000 employés actuels selon une étude mandatée par l'OFCOM⁵. Mais sur le moyen terme, c'est l'expertise suisse en matière d'audiovisuel qui risque d'être touchée, notamment par la diminution des financements des productions cinématographiques suisses, la perte de droits d'auteurs qui s'ensuivra, mais également les filières de formation à ces métiers qui perdront en attractivité. Cette réduction drastique de financements aurait des conséquences dans de multiples domaines. Les nombreux partenariats entre la SSR et différentes manifestations seraient remis en cause, affaiblissant les offres culturelles dans de nombreux domaines (musique, cinéma, arts de la scène, événements sportifs, festivals).

Des restrictions financières touchant la RTS engendrent déjà des restructurations très importantes et se poursuivront encore dans les prochaines années. Le changement de modèle, notamment le transmédia, qui vise à une plus grande collaboration entre les différents médias (radio, télévision, médias sociaux) demande également des moyens pour s'adapter aux nouvelles pratiques. Diminuer de moitié le financement des médias publics en ce moment, c'est empêcher cette mutation nécessaire et cette adaptation à de nouvelles pratiques de consultation et d'interaction avec les médias.

Appréhender la diversité culturelle et linguistique de la Suisse :

une nécessité pour le vivre ensemble

Proposer au public des contenus produits en Suisse, c'est une façon de soutenir et de mettre en valeur les acteurs locaux de la culture et de la création, mais également de faire connaître les réalités des différentes sphères sociales et d'ouvrir des fenêtres sur la diversité de la Suisse. Or, le mandat de la SSR, qui découle de la Loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV)⁶, implique que : « les programmes de la SSR doivent être majoritairement produits dans les régions linguistiques auxquelles ils sont destinés ». Art 27. Rendre accessible cette diversité, proposer des programmes de qualité même dans les langues minoritaires

² <https://ssrsr.ch/initiative-ssr/>

³ <https://www.bakom.admin.ch/fr/utilisation-de-la-redevance>

⁴ <https://www.rts.ch/info/suisse/2025/article/la-ssr-supprime-900-postes-et-economise-270-millions-d-ici-2029-29068227.html>

⁵ BAK, *L'importance économique de la SSR*, 18.06.2024, <https://www.bak-economics.com/fr/etudes-et-analyses/detail/die-volkswirtschaftliche-bedeutung-der-srg#>

⁶ <https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2007/150/fr>

(francophones, italophones, romanches) c'est permettre de créer du lien, mais aussi respecter ce qui fait la Suisse dans sa spécificité et son histoire. Swissinfo⁷ qui propose des informations en 10 langues serait également impactée, or ce service en ligne constitue un lien important pour nos compatriotes de l'étranger et pour la présence de la Suisse à l'international.

Cette diversité ne peut être représentée et soutenue sans une offre *publique* de médias indépendants. En effet, uniquement financés par des recettes publicitaires, ne pourraient maintenir ce type de services. L'accessibilité à des contenus de qualité dans sa langue serait mis en péril, tout comme celle des publics à besoin spécifiques (sous-titrage, langue des signes, audiodescription). Produire des contenus adaptés à chaque région demande un investissement conséquent, une bonne connaissance du terrain et de ses spécificités, mais également le maintien et le développement des rédactions locales.

Permettre à tous et toutes de participer aux débats politiques passe également par des médias accessibles qui abordent les questions d'actualité au niveau Suisse et régional (émissions politiques, actualités, infos) ceci demande des moyens conséquents, pour couvrir l'ensemble des thèmes de la très riche actualité politique suisse.

Instances de contrôle

La SSR est contrôlée par des organes de surveillance internes et externes.⁸ Les 5 conseils du public permettent d'évaluer régulièrement la qualité des contenus proposés (sources utilisées, animation, accessibilité, thématiques, etc.). Les sociétés cantonales de la SSR⁹ permettent de consulter le public et font remonter les besoins et donnent leur avis sur les offres et programmes proposés.

Un comité de transparence et un comité d'audit et des finances contrôlent son fonctionnement. Des instances externes contrôlent également les productions de la SSR : l'OFCOM (contrôle du respect de la LRTV) ainsi que le Conseil suisse de la presse. 5 médiateurs et l'AIEP (Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision) analysent les plaintes et y répondent.

Droit à l'information et citoyenneté

L'exercice de la citoyenneté dans une démocratie directe comme la Suisse, repose sur des outils fiables d'information du public. Dans les dérives totalitaires ou fanatiques, on assiste presque toujours à une prolifération de fake news, de phénomènes de désinformation et d'attaques contre les médias et journalistes indépendants. En effet, rendre impossible une information de qualité, en la structurant, ou en la privant de ses moyens de fonctionner, c'est porter atteinte à un droit fondamental, bien présent dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (Art. 19) : le droit à l'information. En effet, la liberté de s'informer auprès de sources fiables et indépendantes est un élément nécessaire de toute démocratie et fait partie du droit à la liberté d'expression¹⁰. En effet, la liberté d'expression (Art 16. Constitution fédérale) présuppose la liberté de *se former* une opinion, ce qui repose sur la possibilité de s'informer. Porter atteinte aux possibilités de s'informer, c'est remettre en cause un des piliers de notre société libérale, pluraliste et démocratique.

Saper cette possibilité de s'informer et d'informer, est un phénomène récurrent dans les contextes totalitaires ou en passe de le devenir, et on connaît de nombreux exemples de ces dérives dans différentes

⁷ <https://www.swissinfo.ch/fre/>

⁸ https://www.srgssr.ch/fileadmin/dam/documents/qualitaet/srgssr_aufsichtsorgane_fr.pdf

⁹ <https://ssrsr.ch/ssr-cantoniales/> (F) <https://www.srgd.ch/> (D), <https://www.ssr-corsi.ch/> (I), <https://srgs.srgd.ch/> (R)

¹⁰ <https://www.isdh.ch/fr/infportal/les-droits-humains-en-un-coup-doeil/liberte-dexpression>

régions du monde où les professionnels des médias, journalistes, photoreporters, documentaristes, cinéastes subissent violences et attaques. Même si en Suisse on n'atteint pas ce degré de violence, l'objectif est similaire : faire taire les voix qui dérangent, celles qui ne défendent pas les mêmes idées que les siennes, celles qui prônent un débat d'opinion, un dialogue et un pluralisme des idées ou des valeurs.

En effet, les réseaux sociaux et GAFA, de par leur fonctionnement, basé sur des statistiques et des modèles opaques à visées essentiellement commerciales ne garantissent en rien un traitement de l'actualité et une information de qualité. Par ailleurs ces GAFA sont majoritairement dirigés par des entreprises étrangères. Confier l'information du public à ces outils, ou à l'IA, sans aucune analyse critique, serait risquer de dépendre d'intérêts privés, voire de perdre en souveraineté. Les risques de désinformation, de manipulation de l'opinion sont bien réels. La RTS, qui a également une mission éducative et citoyenne propose également des contenus d'éducation aux médias, afin de prévenir ces dérives (par exemple émissions [FastCheck](#), [RTS info Décode](#).)

La production audiovisuelle suisse menacée

La diminution de la redevance limiterait fortement le soutien à la production suisse (films, séries, documentaires, podcasts, musique, spectacles filmés, arts de la scène, événements). Dans l'actuel *Pacte de l'audiovisuel*¹¹, la SSR soutient les productions indépendantes suisses, ce qui permet de financer environ 140 productions par an. La taille restreinte du marché suisse ne permet en effet pas un autofinancement de ces productions. Ces investissements dans les productions réalisées en Suisse permettent de maintenir de nombreux emplois dans les différentes régions et de faire perdurer les filières de formation de qualité qui contribuent à l'excellence de la formation en Suisse (HES, métiers du son, de l'audiovisuel, journalisme, production, multimédia, communication, informatique..).

Florence Quinche,
Vox Ethica,

Fribourg, 20.01.2026

info@voxethica.ch

¹¹ <https://www.srgssr.ch/fr/ce-que-nous-faisons/culture/films-et-series/pacte-de-laudiovisuel>